



Le Lien

Union
syndicale
Solidaires

Journal des retraité-es

Sud Rail

n°76

Février 2020

Editorial

UN CONFLIT QUI DOIT GAGNER !

Voilà maintenant plus de deux mois que la France est en ébullition suite à la réforme des retraites qu'un gouvernement d'une dureté et d'un mépris jamais atteints sous la 5^{ème} République tente par tous les moyens de faire passer en force malgré l'opposition résolue d'une grande partie des citoyens.

Bien sûr cette situation de crise profonde, par moments quasi-insurrectionnelle ne date pas de décembre dernier. Depuis que les Français se sont laissé bernier en élisant par défaut un banquier d'affaires à la tête du pays, ce triste sire n'aura eu de cesse de détruire des pans entiers du tissu social, déjà bien abîmé sous les quinquennats précédents. Son but est simple : contre vents et marées faire passer ses réformes, qui ne visent qu'à transformer en profondeur, et de manière irréversible pense-t-il, notre République Sociale en modèle ultralibéral directement inspiré des pires dérives anglo-saxonnes. Il est investi d'une mission par ses pairs des grandes multinationales, et toute contestation glisse sur ses costumes comme l'eau sur les plumes du canard. Mais on ne détruit pas en France les acquis du Conseil National de la Résistance contre justement la résistance de la grande partie de la population. La révolte a commencé il y a plus d'un an, avec le mouvement des gilets jaunes, qui est une réponse à des attaques sans précédent visant essentiellement les classes laborieuses. Ces formes d'action inédites poursuivent notre Empereur partout, et il a déjà passé quelques moments de stupeur et de tremblements vu l'ampleur de la réaction.

Mais il en faudra plus pour le faire plier, fort de sa vision mystique, de sa foi inébranlable dans le libéralisme, alors que les signes tangibles de la destruction de la planète à cause de cette idéologie sans issue se font chaque jour plus visibles. Fort aussi des médias aux ordres et justes bons à servir la soupe et relayer le discours dominant. Il peut aussi compter sur la trahison habituelle du patron de ce

qu'on n'ose plus appeler un syndicat réformiste, l'idiot utile de toutes les turpitudes patronales ou gouvernementales, mais dont les troupes peu convaincues ont désormais du mal à suivre l'étoile de ce Berger dévoyé.

Comme par hasard, les supplétifs sont épargnés. Manu 1^{er} a très vite cédé sur le régime particulier des policiers tant il en a actuellement besoin. En revanche l'acharnement ne faiblit pas sur les cheminots et traminois, voués aux gémonies, accusés d'être des nantis et des fainéants, mais surtout coupables aux yeux du monarque d'avoir un réel pouvoir de nuisance quand ils sont attaqués, et d'en user largement.

C'est pourquoi il ne faut attendre aucun

compromis possible avec ce dogmatique forcené, et seul le retrait complet et définitif du projet peut ramener la paix sociale. D'autant qu'en plus de constituer une attaque sans précédent contre le système par répartition, et d'ouvrir ainsi une porte béante à la retraite par capitalisation (bonjour les fonds de pension style Black rock, reçus en grande pompe et honorés rue du faubourg du même nom), ce projet inique reste très mal ficelé, au point que même le Conseil d'Etat tire le signal d'alarme. En effet, si on laisse faire ces fous et ces incompetents, les salariés achèteraient des points dont la valeur n'est pas fixée, lesquels leur seraient théoriquement reversés lors de leur départ en retraite à un niveau qui n'est pas connu, et qui serait évalué sur un « revenu moyen d'activité par tête » qui n'existe pas dans la loi et dont le taux ne peut être évalué. Quel pataquès ! Mais il faut dire que ce gouvernement de branquignols nous a depuis deux ans habitués à une politique de Gribouille dans tous les domaines : affaire Benalla, ministres démissionnés, municipales en folie, etc.

Heureusement les travailleurs ne sont pas des idiots et sont bien conscients des enjeux. Cette réforme ne doit pas passer, et c'est parce que l'affaire lui échappe que le roitelet réprime outrageusement toute action qui ne rentre pas dans les clous de la grève classique, aidé par une police



Editorial suite

qui devient de moins en moins honorable et républicaine, pour se transformer par ses exactions répétées en une milice au service des puissants. On ne peut certes pas encore parler de dictature, mais les signes concrets d'une dérive autoritaire sont hélas bien avérés.

Quant à nous retraités, notre seule force est de soutenir les grévistes, en participant massivement aux manifestations et aux rassemblements, et à

toute forme d'action innovante, sans oublier bien entendu la solidarité financière qui permet de tenir vaillamment dans la durée. Ce numéro du **Lien** est en grande partie consacré à ce mouvement social inédit par sa durée et son ampleur. Que ces quelques écrits soient diffusés et aident à convaincre du bien-fondé de cette légitime révolte, voilà notre contribution à la lutte des actifs pour un modèle social qui ne soit pas la jungle libérale.

Renaissance de la Lutte de Classe.

Depuis novembre 2018, le gouvernement est confronté à une révolte sociale qu'il ne croyait pas possible. Depuis tant d'années, les conflits sociaux se concluaient par une défaite du camp des travailleurs. Loi Travail, privatisations, blocages des salaires et des pensions, Réforme de la SNCF, avec changement du statut. Les mobilisations n'ont pas permis d'empêcher que ces réformes aboutissent. Le mouvement des Gilets Jaunes a bousculé l'ordre établi. Par sa détermination et la sortie du cadre habituel des relations Syndicats/ Patronat/ Gouvernement, il a imposé des reculs à ce gouvernement jusque là insensible à toutes les revendications des classes populaires. Il a dû céder sur la taxe carbone, la CSG et la prime d'activité. Même si Macron a évité au patronat d'être le payeur de ses concessions, pour une fois depuis longtemps, c'est le camp des travailleurs qui sortait vainqueur. Ensuite, il y a eu la grève des ouvriers d'en-

trepreneur du Technicentre de Chatillon en octobre, organisée et dirigée par la base. Ils se battaient contre la remise en cause des droits acquis en matière



de repos compensateurs de nuit et elle aussi s'est terminée par une victoire.

C'est dans ce contexte qu'a débuté la grève contre la réforme des retraites le 5 décembre. La force de ce mouvement, en particulier à La SNCF et à la RATP a surpris tout le monde alors que les prémices de puissance étaient apparues lors de la journée d'action du 13 septembre qui a vu le réseau RATP pratiquement bloqué par le nombre de grévistes.

Un mouvement social varié.

Si les cheminots et les agents RATP ont été « en pointe », il a agrégé quantité de secteurs progressivement dans les domaines de l'enseignement, de la culture, du nettoyage, des ports, de l'énergie jusqu'aux avocats. On se retrouve dans les manifs où se mélangent les différentes

catégories en lutte, soutenues par les retraités ou des chômeurs ou sans-emploi. Bien des travailleurs ou des retraités ont participé à des blocages, des distributions de tracts, sur les lieux de travail ou encore des prises de parole, des interventions dans les centres commerciaux pour faire connaître et dénoncer la réforme. Ces sorties du corporatisme ont renforcé la lutte en lui donnant une dimension interpro que nous avons oubliée. Le mouvement a obligé le Gouvernement à modifier son projet, bidouillant ses textes en tentant enfumages et entourloupes, espérant par ce biais stopper la colère des opposants. Aujourd'hui le mouvement fait une pause même s'il continue faiblement dans certains secteurs et en étant ponctué de manifs démontrant qu'il est toujours vivant. Mais,

même si désormais c'est la période parlementaire qui occupe le devant de la scène médiatique, dans la tête de nombreux travailleurs, personne ne s' imagine avoir perdu. Et comme le disent beaucoup : « On reprend des forces et on remet ça ».

Conscience de sa force.

Par la puissance et la longueur du mouvement, tous ceux qui y ont participé ont pris conscience de leur force collective, même s'il n'a pas réussi à entraîner un grand nombre d'entreprises privées ce qui a été son grand défaut. C'est cet objectif que le mouvement doit viser pour préparer l'avenir. La « Lutte de Classe » avait disparu de la tête de bien des travailleurs depuis longtemps. Certains de nos adversaires s'imaginaient l'avoir enterrée. Sauf qu'une réforme de trop l'a fait renaître. Il ne reste plus qu'à souhaiter que désormais cette force reste présente dans les esprits pendant longtemps. C'est le gage de nouvelles victoires et de changer enfin le rapport de force qui oppose le patronat et ses suppôts du gouvernement à l'ensemble des travailleurs.



LES FEMMES, LES GRANDES PERDANTES DE LA REFORME

Le gouvernement ose prétendre encore aujourd'hui que les femmes seraient « les grandes gagnantes » de la réforme des retraites projetée.



C'est totalement faux !
POURQUOI ?

Le calcul de la pension sur l'ensemble de la carrière pénalisera automatiquement les femmes (actuellement leur pension est inférieure de 42% à celle des hommes). La réforme creusera encore plus ces inégalités car les femmes ont des carrières incomplètes (arrêt d'activité ou temps partiel pour éducation des enfants), occupent des métiers à bas salaire (secteur médico-social, éducatif) ou précaires (nettoyage, commerce).

La majoration de 5% par enfant prévue dans la réforme ne compensera pas les majorations actuelles de 2 ans par enfant dans le

privé, 8 mois dans le public et 10% pour 3 enfants. De plus, cette majoration sera attribuée au choix de l'un des 2 conjoints ou à répartir pour moitié. La tentation sera grande de

donner le bonus au salaire le plus élevé, souvent celui du père (24% supérieur en général).

L'âge pivot obligera les femmes à partir en retraite plus tard pour ne pas subir de décote. Actuellement, les femmes partent en retraite en moyenne 1 an plus tard que les hommes et une femme sur 5 attend 67 ans pour prendre sa retraite du fait de carrières plus courtes.

Le minimum de pension à 1000€ ne sera versée que pour une carrière complète ! Ce qui n'est pas le cas pour 40% des femmes aujourd'hui. Cette disposition devait être appliquée depuis 2003, indépendamment du changement du système de retraites.

En cas de décès du conjoint, les femmes devront attendre 64 ans et être parties en retraite pour bénéficier

de la pension de réversion, alors qu'aujourd'hui ce droit est ouvert dès 55 ans.

Déjà pénalisées par l'inégalité salariale en activité, les femmes subiront avec ces mesures une aggravation de leur situation financière qui les plongera dans plus de précarité.

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes est un objectif de société qui permettra en outre d'améliorer le financement des retraites (11 Milliards par an de ressources supplémentaires en cotisation dans la caisse des retraites).

Les femmes ne sont pas dupes de cette arnaque et se sont massivement mobilisées contre cette réforme.

Ce combat contre cette réforme représente pour les femmes une lutte contre toutes les discriminations vécues en activité et en retraite. Et il fait suite aux manifestations importantes qui ont eu lieu le 23 novembre 2019 dans toutes les grandes villes.

Rédaction

Sylvie Angkor
Gérard Boscher
Brigitte Bouilhou
Michel Jacquin
Eric Marchiando
Lionel Piraux
Michel Valadier
Alain Vialette

Entendu dans les manifestations :

**Emmanuel Macron, Président des patrons,
On va niquer ta réforme !**

Déclaration du philosophe Jacques Rancière le 16 janvier 2020 devant les cheminots grévistes de la gare de Vaugirard Extrait

«Les puissants ne veulent plus d'une retraite qui soit le produit d'une solidarité collective.»

Si je suis là aujourd'hui, c'est, bien sûr, pour affirmer un soutien total à une lutte exemplaire, mais aussi pour dire en quelques mots pourquoi elle me semble exemplaire. J'ai passé un certain nombre d'années de ma vie à étudier l'histoire du mouvement ouvrier et ça m'a montré une chose essentielle : ce qu'on appelle les acquis sociaux, c'est bien plus que des avantages acquis par des groupes particuliers, c'était l'organisation d'un monde collectif régi par la solidarité.

Qu'est-ce que c'est que ce régime spécial des cheminots qu'on nous présente comme un privilège archaïque ? C'était un élément d'une organisation d'un monde commun où les choses essentielles pour la vie de tous devaient être la propriété de tous. Les chemins de fer, cela appartenait à la collectivité. Et cette possession collective, elle

était gérée aussi par une collectivité de travailleurs qui se sentaient engagés vis-à-vis de cette communauté ; des travailleurs pour qui la

Ce qu'ils veulent, c'est qu'il n'y ait plus de propriété collective, plus de collectifs de travailleurs, plus de solidarité qui parte d'en bas.

retraite de chacun était le produit de la solidarité d'un collectif concret.

Démolir pièce à pièce

C'est cette réalité concrète du collectif solidaire dont les puissants de notre monde ne veulent plus. C'est cet édifice qu'ils ont entrepris de démolir pièce à pièce. Ce qu'ils veulent, c'est qu'il n'y ait plus de propriété collective, plus de collectifs de travailleurs, plus de solidarité qui parte d'en bas. Ils veulent qu'il n'y ait plus que des individus, possédant leur force de travail comme un petit capital qu'on fait fructifier en le louant à des plus gros. Des individus qui,

en se vendant au jour le jour, accumulent pour eux-mêmes et seulement pour eux-mêmes des points, en attendant un avenir où les retraites ne seront plus fondées sur le travail mais sur le capital, c'est-à-dire sur l'exploitation et l'auto-exploitation.

C'est pour ça que la réforme des retraites est pour eux si décisive, que c'est beaucoup plus qu'une question concrète de financement. C'est une question de principe. La retraite, c'est comment du temps de travail produit du temps de vie et comment chacun de nous est lié à un monde collectif. Toute la question est de savoir ce qui opère ce lien : la solidarité ou l'intérêt privé. Démolir le système des retraites fondé sur la lutte collective et l'organisation solidaire, c'est pour nos gouvernants la victoire décisive. Deux fois déjà ils ont lancé toutes leurs forces dans cette bataille et ils ont perdu. Il faut tout faire aujourd'hui pour qu'ils perdent une troisième fois et que ça leur fasse passer définitivement le goût de cette bataille...

La manif parisienne du 9/01/2020



Contre les manifs : la répression policière !!!

Nous le savions depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, le gouvernement n'accepte pas la contestation. Il met en place un système pour que les gens craignent de descendre dans la rue montrer leur mécontentement. Les violences qu'ont subies les Gilets Jaunes sont un exemple de la politique que mène le Ministre de l'Intérieur. Frapper fort pour que le rejet de la politique de Macron se voie le moins possible.

A Paris, dès le 5 décembre, le blocage à « République » des pompiers en colère a donné le ton. Et l'incendie d'une cabane de chantier par des jeunes exaspérés de ne pouvoir défiler comme il était prévu fut une cause toute trouvée pour gazer une manif qui s'annonçait pacifique.

Violence policière

Le peu d'images passées à la télé effleurent les violences inadmissibles des forces de l'ordre. Par les médias indépendants, les blogs des opposants à la réforme, les infos publiées par les syndicats ou l'info quotidienne de la Liaison, ceux qui ont Internet ont pu voir ces images délirantes de flics tabassant à coup de matraques ou de coups de pied des gens à terre. Ou faire un croc en jambe à une dame qui fuit pour la faire tomber et la tabasser ensuite. On a vu aussi des LBD (Lanceur de Balle de Défense) utilisés à 1 m des personnes, générant quantité de blessures à des gens venus manifester pacifiquement et qui pour certains vont se retrouver blessés à vie. Les assistants Médics qui accompagnent les manifs peuvent en témoigner.

Pour Didier Fassin professeur au Collège de France : *Les violences policières participent précisément de la violence de l'Etat. Ce qui caractérise, dans le droit, ces violences, c'est l'usage injustifié ou disproportionné de la force physique. Injustifié, lorsqu'on administre des coups de poing à un manifestant au sol. Injustifié et disproportionné, quand on*

tire sur un individu à bout portant avec une arme de type Flash-Ball en le visant à la tête pour l'empêcher de filmer.

Technique de blocages

Dès le début du mouvement, le pouvoir a offert aux policiers et gendarmes l'assurance que leur système de retraite ne serait pas remis en cause. Il avait besoin de leur soumission pour assurer la répression des manifestations. Le déploiement des forces de « Sécurité » à chaque jour de temps fort, est impressionnant et bien disproportionné pour assurer le maintien de l'ordre. Toutes les manifestations étaient des cortèges « bon enfant » qui se déroulaient dans la joie d'être ensemble avec des slogans repris en chœur, des pancartes emplies d'humour, des gens inconnus qui se parlent, unis par un seul but : le rejet de la réforme. Cette ambiance qui a permis au mouvement de tenir et de



rester vivant, il faut la casser et utiliser tous les moyens pour dissuader les gens de venir.

C'est le rôle des « passages » réalisés surtout en fin de manifs. La tête de la manif est enfermée dans un U de policiers et la moindre provocation justifie les matraquages, les gazages aux lacrymos et les tirs de LBD. Un seul couloir

est imposé pour quitter la manif et les fouilles de sacs sont opérées, enlèvement des autocollants exigés illégalement sous la menace des matraques. On comprend l'exaspération et les réactions de certains.

Tabassage et garde à vue

C'est là que le moindre geste ou parole peut être cause d'une interpellation musclée et on se retrouve menotté, assorti de l'accusation de rébellion suivie d'une garde à vue. Des dizaines de personnes se sont retrouvées à passer 24 à 48 heures dans un commissariat comme des délinquants dans l'attente de leur comparution immédiate. Il suffit par exemple d'avoir allumé une torche à place d'Italie à la fin d'une manif pour se trouver dans ce cas. Même les photographes de presse bien identifiables ne sont pas épargnés. Maintenant ce sont les lycéens (des gamins de 16 ans) qui sont mis en garde à vue pour cause de blocage de leur lycée, refusant la nouvelle manière de faire le contrôle pour le Bac.

Instiller la peur

Pour ce pouvoir, il est nécessaire que la contestation de sa réforme devienne invisible. « Ces gens dans la rue sont des voyous, des casseurs. Ils sont des empêcheurs de réformer ce qui est nécessaire pour sauver le système, voire le pays », dans les médias complices. « Ne venez pas dans les manifs, vous risquez gros », c'est le message que l'on fait passer par ces violences policières. Pourtant les gens continuent de venir et le mouvement est toujours soutenu par l'opinion publique et l'opposition à la réforme est toujours de 65 à 70%. L'utilisation de la violence policière contre les manifestants dans des défilés régulièrement déclarés en Préfecture est une déclaration de guerre contre la Démocratie.

Quand ce gouvernement acceptera-t-il enfin comme la majorité de la population le lui demande, de retirer son projet ?

Quelques mensonges du gouvernement sur la réforme...

Mensonge N° 1 Le système de retraites actuel n'est pas viable financièrement !

Faux : le système est tout à fait soutenable à moyen terme.

Quand le gouvernement dit que le système de retraites actuel n'est pas viable, il oublie de mentionner que les réserves de l'ensemble des régimes de retraite actuels s'élèvent à 127 milliards d'euros. Parce que les exonérations de cotisations sociales non compensées diminuent les ressources de l'assurance retraite (tout comme la baisse non compensée de la CSG). En 2018, l'État a décidé de ne plus compenser les allègements et exonérations de cotisations sociales aux caisses de la Sécurité sociale. Cette absence de compensation pèse lourd sur le budget de la protection sociale (et donc aussi de l'assurance retraites).

Mensonge N°2 Mettre fin aux régimes spéciaux pour arrêter les déficits !

Faux : Mettre l'accent sur la fin des régimes spéciaux permet au gouvernement d'avoir des éléments de langage pour justifier sa réforme : il s'agirait avant tout de « rétablir l'égalité » entre tous les régimes. Mais les régimes spéciaux sont très minoritaires. Il y a quatre blocs de régimes de sécurité sociale : le régime général (qui couvre 80 % des travailleurs), le régime agricole, le régime des non-salariés non agricoles, et enfin le bloc des régimes spéciaux. Ces régimes sont « spéciaux » car ils fonctionnent sur la base d'une solidarité restreinte à une profession (comme pour les marins, les militaires, les avocats) ou à une entreprise (comme pour la SNCF ou la RATP). Ils sont généralement antérieurs à la création de la sécurité sociale. Chaque régime spécial

est soumis à ses règles propres de cotisation (souvent supérieur au régime général) et de calcul des pensions. Beaucoup d'entre eux vont disparaître d'eux-mêmes car la profession qu'ils représentent n'existe plus.

Mensonge N° 3 La réforme permet de protéger les droits des plus faibles.

Faux : La pension minimale annoncée de 1000€ se trouve en-dessous du seuil de pauvreté, qui est de 1041 euros nets par mois pour une personne seule. « La conquête sociale » promise par le gouvernement revient donc à instaurer une retraite minimale inférieure au taux de pauvreté actuel. De plus, la pension minimale annoncée sera réservée aux carrières complètes.

Certes, avec le système actuel, plus d'un tiers des retraités touchent moins de 1000€ par mois et ce n'est pas normal (cette situation concerne plus les femmes que les hommes). Néanmoins, le gouvernement précise bien que sa « conquête sociale » des 1000€ nets par mois sera réservée aux carrières complètes de 43 années, à l'âge de 64 ans... Or, parmi celles et ceux qui touchent moins de 1000 euros par mois aujourd'hui, la moitié environ n'a pas eu

Mensonge N°4 On conserve un système par répartition.

Presque faux : La baisse future des pensions va favoriser les retraites par capitalisation. D'accord, on conserve effectivement une part de système par répartition, mais cette réforme fragilise ce système. En effet, avec la baisse future des pensions, celles et ceux qui le peuvent vont se tourner vers des mécanismes complémentaires de retraite en épargnant de l'argent au fur et à mesure de leur carrière. L'incitation à la capitalisation via la baisse des pensions est claire. A la SNCF, elle se traduit par la proposition du gouvernement et de la Direction de mettre en place un plan épargne retraite collectif (PERCO) !

Un système par répartition repose sur une forte solidarité entre les générations. Or, la réforme actuelle brise ce type de solidarité intergénérationnelle. L'objectif de la réforme est le passage progressif à un régime par capitalisation. En diminuant progressivement les pensions, pour compenser la faiblesse des pensions on pousse les salariés à adhérer à un dispositif d'épargne retraite. Comment en effet ne pas le penser lorsqu'on lit par exemple que « plusieurs géants américains se positionnent sur les opportunités offertes par la réforme des retraites » (dont la très puissante société de « gestion d'actifs » BlackRock) et se félicite de l'adoption de la loi PACTE préparant la mise en place des fonds de pension ?

Mensonge N°5 Il faut limiter la part des retraites dans le PIB à 14%.

Faux : Le gouvernement a affirmé à de nombreuses reprises qu'un des objectifs de la réforme était également de sanctuariser la part des retraites dans le PIB à 14 %, soit la proportion actuelle, pour des raisons de « sérieux budgétaire ».

Mais ce chiffre de 14 % est un totem, qui n'a pas de fondement économique. Pourquoi 14 % et pas plus ou moins ? Aucune justification n'est jamais apportée (hormis le chiffre de la part actuelle des dépenses dans le PIB). Cet objectif semble avant tout idéologique. Ce chiffre de 14 % s'oppose nettement



une carrière complète et ne seront donc pas concernée par l'annonce d'Edouard Philippe.

L'objectif d'un minimum de pension équivalent à 85 % du SMIC était déjà garanti par... la loi sur les retraites de 2003 ! S'il était respecté, le minimum contributif s'élèverait aujourd'hui à 1023 euros.

à l'idée selon laquelle « il n'y aura pas de perdants ». En effet, sachant que le nombre de personnes de plus de 65 ans va augmenter de + de 6 millions d'ici 30 ans, cette limitation de la part des retraites dans le PIB organise l'appauvrissement relatif des retraités. Comment alors croire le gouvernement lorsqu'il affirme « ne pas vouloir diminuer les pensions » ?

C'est en fait un blocage très clair du montant des dépenses de l'assurance retraite : concrètement, on va partager le même gâteau entre beaucoup plus de personnes, donc avec de plus petites parts !

Mensonge N°6 L'espérance de vie augmente donc ... Il faut travailler plus.

Faux : L'espérance de vie est également très disparate selon la catégorie socio-professionnelle. Un ouvrier vit en moyenne 6,4 ans de moins qu'un cadre. On peut aussi noter que, pour les hommes, les 5 % les plus riches vivent en moyenne 13 ans de plus que les 5 % les plus pauvres. Chez les femmes, cet écart n'est « que » de huit ans. Or, la réforme annoncée ne prend pas en compte ces différences sociales dans l'espérance de vie. Pour les pauvres ou les ouvriers, c'est la triple peine : non seulement ils gagnent moins tout au long de leur vie, mais en plus ils touchent une pension de retraite plus faible et pendant moins longtemps que les autres. À l'inverse, les personnes aux revenus les plus élevés raflent la mise : rémunérations plus hautes tout au long de la vie, pensions plus élevées pour beaucoup plus longtemps.

On entend souvent aussi dire qu'il faut réformer car le ratio actifs / retraités se dégrade au fil des ans (on passe de 4 actifs pour un retraité en 1950 à 1,7 actifs pour un retraité aujourd'hui). Mais en quoi est-ce qu'une réforme changerait ce ratio ? La situation sera exactement la même après la réforme annoncée... À ce niveau, la variable sur laquelle il faudrait agir serait plutôt le taux d'emploi (ce que les gouvernements successifs ont toujours refusé) et non l'âge d'ouverture des droits ou le calcul des futures pensions.

Mensonge N°7 Il n'y a pas de perdants à la réforme.

Faux : toutes les pensions vont baisser, dans le public comme dans le privé, car l'ensemble de la carrière sera

désormais prise en compte pour calculer le montant de la pension de retraite.

Avec le nouveau système universel à points, la référence aux 25 meilleures années (pour les salariés du privé) et aux 6 derniers mois (pour les fonctionnaires ou pour les régimes spéciaux) disparaît. On voit mal comment le niveau des pensions pourraient ne pas baisser si on prend en compte dans leur calcul les années les moins bonnes qui ne sont pas prises en compte actuellement pour les salariés du privé, et tous les autres trimestres des fonctionnaires. Cela signifie des baisses de pension importantes



puisque l'on prendra en compte les mauvaises années où on a été mal payé (donc où on n'a pas accumulé beaucoup de points), les années au chômage, etc. Avec l'introduction d'un âge pivot à 64 ans, les salariés du public comme du privé y perdent aussi car tout le monde va devoir travailler plus pour ne pas subir une décote de sa pension. Les fonctionnaires à faible niveau de primes vont particulièrement y perdre.

Maintenir le système actuel c'est possible grâce aux gains de productivité : la richesse produite s'est fortement accrue par rapport au nombre d'heures travaillées. Elle s'est accrue plus rapidement que le nombre d'habitants : le produit intérieur brut (PIB) par habitant a été multiplié par 3,4 (hors inflation) entre 1960 et 2017 et il continue à croître. Le fait que la richesse par habitant continue de progresser malgré la réduction du nombre d'actifs par rapport aux retraités, signifie qu'il n'y a pas de problème des retraites. Chaque habitant pourrait disposer d'un meilleur niveau de vie tout en travaillant moins longtemps !

Mensonge N°8 Le Président a annoncé cette réforme durant sa cam-

pagne présidentielle

Faux : La réforme des retraites présentée n'est pas conforme au programme du candidat Macron. Dans son programme de campagne, il est écrit :

« *Nous ne toucherons pas à l'âge de départ à la retraite, ni au niveau des pensions.* »...

Nos PENSIONS : ce qui change en 2020

En 2020, tous les retraités dont le montant mensuel total des retraites (base et complémentaire) n'excède pas 2 000 € bruts en 2019, soit près des 80% des retraités en France, bénéficieront d'une revalorisation de leur retraite de base à hauteur de l'inflation (soit 1%). Il s'agit d'une disposition prévue par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2020. Pour des raisons techniques, le montant de toutes vos pensions, qui sert au calcul du taux de revalorisation, sera dans un premier temps calculé en net. Compte tenu du niveau des cotisations et contributions sociales sur les pensions, 2 000 € de pensions brutes correspondent pour la majorité des retraités à 1 874 € de pensions nettes. Dès le 1er janvier 2020, si l'ensemble de vos retraites nettes s'élevait en 2019 au maximum à 1 874 €, votre pension versée par la CPR est revalorisée de 1%.

Elle est revalorisée de 0,3% dans les cas suivants :

- si l'ensemble de vos retraites nettes s'élevait en 2019 à plus de 1 874 € ;
- si vous résidez à l'étranger ou que vous êtes parti en retraite fin 2019.

Le taux qui vous est appliqué figure sur votre décompte de pension du mois de janvier. Au mois de mai 2020, les montants de pensions brutes seront disponibles. Les retraités qui se sont vus appliquer un taux de revalorisation de 0,3% et dont le montant de pensions brutes s'élève à moins de 2 000 €, bénéficieront d'un rattrapage au taux de 1% avec effet rétroactif au début de l'année. Le montant définitif de votre pension sera donc obtenu en mai.

MACRON : LE MEPRIS DE CLASSE.

C'est une constance depuis bientôt 30 ans : chaque président y va de ses petites phrases méprisantes à l'égard des citoyens.

Chirac a ouvert le ban en parlant « *du bruit et des odeurs* » concernant la politique d'immigration.

Sarkozy passe à la vitesse supérieure en traitant les jeunes de banlieue de « racailles » et promettant de « nettoyer tout ça au Karcher ». Il récidive lors d'un salon de l'agriculture en insultant un citoyen qui refusait de lui serrer la main par la fameuse formule « *Casse-toi pauv' con !* ».



Hollande quant à lui et sous son aspect bonhomme parlait des « sans-dents » en dénigrant les plus pauvres.

Mais le meilleur d'entre eux dans ce



domaine et premier de la classe c'est Emmanuel Macron qui devient un coutumier de l'insulte. Il commence en tant que ministre de l'économie en 2014 lors d'une conférence de presse en parlant de « *toutes ces femmes illettrées* » confrontées à la fermeture d'un abattoir du groupe GAD.

Et il continue à plusieurs reprises. Face à des militants CGT en T-shirts lors d'un rassemblement à Lunel en Mai 2017 :

« *Vous n'allez pas me faire peur avec vos T-shirts ! La meilleure façon de se payer un costard c'est de travailler !* ».

En déplacement au Danemark, il fait une comparaison osée entre les Danois ouverts aux transformations sociales et les travailleurs français, qu'il traite de « *Gaulois réfractaires au travail* ».

Ensuite, en pleine réforme du travail au printemps 2016, il déclare : « *Je ne céderai rien ni aux faibles ni aux cyniques* ». Mieux, à Toulouse, lors d'une visite d'une usine, il affirme :

« *Certains, au lieu de foutre le bordel, feraient mieux d'aller regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes* ».

Et lors d'une réunion ministérielle :

« *On met un pognon de dingues dans les minima sociaux* ». Et, lors de l'inauguration de la Station F à Paris : « *Une gare, c'est un lieu où on croise des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien* ».

Encore plus fort, dévoilant son projet de développement des transports en car : « *Le bus pourra bénéficier aux plus pauvres qui voyageront plus facilement* » !!!!

Enfin, lors des journées du patrimoine en 2017, et face à un jeune chômeur de 25 ans :

« *Si vous êtes prêt et motivé dans l'hôtellerie, le café, la*

restauration ou le bâtiment, je traverse la rue et je vous trouve du travail ».

Sacré palmarès aussi, concernant les démissions au sein de son gouvernement : 15 partants en seulement 30 mois dont 11 ministres ! Là encore c'est un record sous la cinquième république.

Et nous n'épilguerons pas sur l'affaire Benalla, le vrai feuilleton de l'été 2018, concernant un personnage controversé digne d'une caricature de BD des Dalton, au service de la sécurité du couple présidentiel. Quant à la crise sociale qui perdure depuis 15 mois maintenant (Gilets jaunes, réforme des retraites), le record des violences vis-à-vis des manifestants est là encore battu par son gouvernement : **deux décès avérés, des blessés par centaines dont 24 éborgnés et 5 mains arrachées en raison des armes employées pour soi-disant maintenir l'ordre, près de 2000 condamnations dont la moitié à de la prison ferme.**

Le pari du passage en force de la réforme des retraites demeure pour Macron une priorité absolue, mais périlleuse pour le gouvernement car le conflit continue et la bataille de l'opinion fait que le rejet de la réforme reste toujours légitime et majoritaire aux yeux des Français.

C'est donc un bilan de larmes, de sang et de colère. Macron mérite la palme d'or de Président le plus méprisant et le plus arrogant de la cinquième République.



AUX FOUS !!!

Nous sommes vraiment gouvernés par des branquignols. Ces dangers publics, non contents de vouloir faire main basse sur la ville, ou sur le pays tout entier, ont souvent un point commun : la mégalomanie. Et comme ces tristes sires haïssent tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à du collectif ou du social, ils veulent logiquement la peau du chemin de fer et des che-



minots, coupables de tous les maux, et à leurs yeux vitreux symboles surannés d'un grand service public au service des citoyens. Plus les pays sont sous la coupe de l'idéologie ultralibérale, plus le travail de sape du moyen de transport le plus sécuritaire, le plus capacitif, le plus efficace, mais surtout le plus écologique, a été mené à son

terme. Il n'y a qu'à voir l'état lamentable du réseau ferré anglais, où la destruction est allée tellement loin que même les dirigeants font machine arrière en renationalisant l'infrastructure et certaines dessertes. Quant aux Etats-Unis, pays modèle de la bêtise humaine et de l'argent-roi dans tous les domaines, le travail d'anéantissement de ce qui fut le plus grand réseau ferroviaire du monde a

quasiment été mené à son terme. Comme par hasard, c'est aux « States » que les maigres dessertes ferroviaires voyageurs ont été systématiquement reléguées dans les plupart des grandes villes en périphérie lointaine, détruisant de splendides gares judicieusement situées en plein centre-ville pour bâtir à leur place des centres commerciaux ou des autoroutes urbaines.

C'est sans doute ce splendide modèle idéologique qui a incité en France (où l'on singe les délires

états-uniens avec une génération de retard) deux charmants personnages que sont benjamin grivaux et cédril villani (non ce n'est pas une faute typographique, ils ne méritent aucune majuscule) à exhaler leur haine de la SNCF à l'occasion d'une campagne pour les élections municipales au ras des pâquerettes. Le premier de ces pantins veut délocaliser la gare de l'Est à Paris après la porte du même nom, pour faire place à un soi-disant parc central. Gageons que si cette ineptie voyait le jour, le parc en question comprendrait rapidement dix arbres pour dix mille mètres carrés de bureaux et de commerces ! Quant au médaillé Field, Villani, il souhaite simplement que les Eurostar et autres Thalys partent de la gare RER de St Denis, où les installations ferroviaires sont parfaitement adaptées à son délire. Outre l'aspect surréaliste et irréaliste de leurs propositions, cela démontre le sens des priorités qui les animent à l'heure où le peuple souffre dans tous les domaines des coups de boutoir de la folie ultra-libérale.

Lors des élections municipales, envoyons ces nuisibles très loin du pouvoir, dans les poubelles de l'histoire où ils pourront répandre leurs discours nauséabonds loin des citoyens normaux. Que des ministricules puissent en toute impunité (et avec peu de réactions de la caste médiatique) tenir des propos dignes de l'asile psychiatrique en dit long sur l'état de déliquescence de notre République !

NOTA : ce texte a été rédigé avant la loufoque pantalonnade qui a eu raison de la candidature de Griveaux, et son remplacement par la sinistre de la Santé, Agnès Buzyn, dont on retiendra comme principal exploit la casse complète de notre système hospitalier au nom du fric-roi. Gageons que la traque du coronavirus lui inspirera de saines mesures pour sa campagne pour la mairie de Paris. Une suggestion pour rester dans le ton du comique outrancier des projets de son génial prédécesseur: qu'elle propose de déplacer la gare St Lazare en banlieue, à Levallois par exemple, où le couple Balkany représente aussi un parangon de vertu. Pauvre France !

Un martien débarque dans une manifestation :

- Et pourquoi vous manifestez ?
- On veut nous faire travailler jusqu'à 64 ans.
- Et aujourd'hui vous travaillez jusqu'à quel âge ?
- 62 ans.
- C'est qu'il y a davantage de travail sans doute, alors c'est normal.
- Mais non, il y a 5 millions de chômeurs et les vieux on ne veut plus d'eux : à 60 ans la moitié sont au chômage.
- Alors là je ne comprends pas : on veut vous faire travailler plus alors qu'il n'y a pas de travail. Dites-moi vos dirigeants, ils ne sont pas en train de se foutre de vous ?
- Si, bien sûr et c'est pour ça qu'on manifeste. Mais ils ne veulent rien entendre.
- Ca s'appelle la France ici, non ? En 1789 il y a bien eu une révolution, non ? Je crois bien qu'il est temps de recommencer.

AFFAIRE MILA, LE RETOUR DU DELIT DE BLASPHEME ?

Le 1^{er} juillet 1766, pour ne pas s'être découvert au passage d'une procession religieuse, le Chevalier François Jean Lefebvre de La Barre, reconnu coupable du délit de blasphème fut supplicié et exécuté à Abbeville, conformément aux lois de l'Ancien Régime.

En ce 18^{ème} siècle dit « des Lumières », cette tragédie avait provoqué un vif émoi, notamment au sein de la communauté philosophique pour qui, désormais, plus rien ne devait être comme avant. Certes, il fallut encore près d'un siècle et demi pour que l'on sépare enfin le « spirituel » du « temporel ». Désormais, grâce à la loi de 1905, la religion était renvoyée dans son domaine de compétence que sont les lieux de culte et la sphère privée des croyants.

Cependant, le respect de la laïcité est un combat permanent où l'on doit sans arrêt rappeler que celle-ci garantit la liberté de conscience mais aussi d'expression comme le droit de critiquer TOUTES les religions, même sous une forme irrévérencieuse et blasphématoire.

Malheureusement, la laïcité telle qu'elle se conçoit en France est de plus en plus souvent malmenée, y compris au sommet de l'Etat. Souvenons-nous des salamalecs de Sarkozy au Vatican, de son « curé supérieur à l'instituteur dans la transmission des valeurs » ou de son discours cul-béni en Arabie Saoudite. Plus récemment, les propos de Macron sur « le lien abimé entre l'Eglise et l'Etat » interpellent d'autant que ce lien n'a pas été abimé mais tout simplement rompu. A cela s'ajoute l'intense lobbying mené par certains milieux communautaristes avec l'appui de formations politiques ou syndicales qui croient faire de l'antiracisme en défendant un droit à l'obscurantisme. Cette nouvelle approche à l'anglo-saxonne de la place de la religion dans la société française nous

vaut une floraison de concepts fumeux où il est question de laïcité ouverte, positive, raisonnée, etc...

C'est dans ce contexte qu'une discussion entre Mila, une jeune adolescente qui ne cache pas son homosexualité et d'autres jeunes gens dont certains de confession musulmane, a pris une tournure totalement démesurée. Lassée de subir des bordées d'insultes à caractère homophobe et sexiste, la jeune fille s'est livrée en retour à une critique virulente de la religion des intéressés. Elle l'a fait certes avec le franc parler des ados de sa génération, voire de manière injurieuse mais sans enfreindre la loi qui fait la différence entre la critique, même violente, d'une religion et la stigmatisation d'une communauté de croyants.

Et là, c'est l'hallali ! Car les insultes se sont vite muées en menaces de



mort ou même de viol. Mila a du être déscolarisée en urgence, ses coordonnées et son identité diffusées au point que la jeune fille a du vivre sous protection policière, elle et sa famille.

L'institution judiciaire est montée au créneau, non pas contre les auteurs des menaces mais pour voir dans quelle mesure la jeune fille pourrait être poursuivie pour « incitation à la haine ». La mère Belloubet, ci de-

vant ministre de la Justice, a parlé d'une « atteinte à la liberté de conscience » avant de rétro pédaler devant le malaise généré par ses déclarations.

Réagissant au quart de tour, le représentant du Conseil Français du Culte Musulman en a rajouté une couche en déclarant : « qui sème le vent récolte la tempête, elle l'a cherché, qu'elle assume ».

Devant ce déferlement de haine, la jeune fille a certes bénéficié de soutiens dont elle se serait bien passée comme celui du Rassemblement National. Il est vrai que chaque fois qu'il est question d'Islam, l'extrême-droite se découvre une passion soudaine pour la laïcité, les droits des femmes ou même la lutte contre l'homophobie.

Et quid de la gauche ? En toute logique on aurait pu s'attendre à ce qu'elle monte au créneau au nom de ses valeurs historiques que sont la laïcité, la lutte contre le sexisme et l'homophobie ou la liberté d'expression. Malheureusement, entre silences gênés, tergiversations et contorsions sémantiques, elle nous a offert un bien piètre spectacle.

Ainsi, au PS, son secrétaire national, Olivier Faure, après avoir tenté de justifier son silence « pour ne pas mettre en difficulté la jeune fille » a fini par lui apporter son soutien. Quand à sa camarade Ségolène, ex reine des neiges déchue de son poste « d'ambassadrice des pôles » elle a carrément fustigé le manque de respect de l'adolescente. Martine Aubry a justifié son silence par « les multiples attaques dont font l'objet les musulmans ».

Au Parti Communiste, Fabien Roussel, son secrétaire national s'est également joint à la meute pour charger la jeune fille. N'était ce pas un coco célèbre qui avait déclaré : « la religion, c'est l'opium du peuple » ? Dans une autre vie, sans doute ...

Même retard à l'allumage chez les

Insoumis. Certes, Mélenchon est sorti de son silence en déclarant « qu'on ne doit pas dans notre pays menacer de mort une personne pour ses opinions » (encore heureux !). Si Adrien Quattenens a défendu la jeune fille sans ambiguïté, d'autres responsables ont préféré dégager en touche ou se sont livrés sur leur blog à des explications tarabiscotées et tortueuses sur la laïcité sans que l'on sache réellement où ils voulaient en venir. Seule certitude, l'universalisme laïc et républicain de la campagne de 2017 n'est plus qu'un souvenir devant la nouvelle stratégie électorale de LFI.

Du côté des associations féministes où LGBT, c'est le même encéphalogramme plat. Il est vrai qu'en s'en prenant à « la religion des opprimés » pour reprendre une vulgate en vigueur dans certains milieux gauchistes, Mila ne rentre plus dans les cases du nouveau « féminisme intersectionnel » cher à la mouvance

indigéniste. Seules les associations universalistes comme les Femmes ont pris la défense de la jeune fille.

En 2016, lors de l'assassinat du Père Hamel dans son église, une élue bretonne EELV avait ironisé sur le fait que le défunt curé recevrait au paradis 70 enfants de cœur, allusion aux 70 vierges des martyrs musulmans et aux affaires de pédophilie qui secouent l'Eglise catholique. Cette saillie irrévérencieuse digne d'une couverture de Charlie-Hebdo avait mis en fureur la cathosphère et certains élus de droite et d'extrême droite. Pour autant, cette élue a poursuivi une existence normale sans devoir vivre dans la clandestinité à cause de cela.

Suite à « l'affaire Mila », Charlie-Hebdo a commandé un sondage abordant notamment le « droit au blasphème ». Sur cette question, les réponses se situent à 50/50. Pas très rassurant !

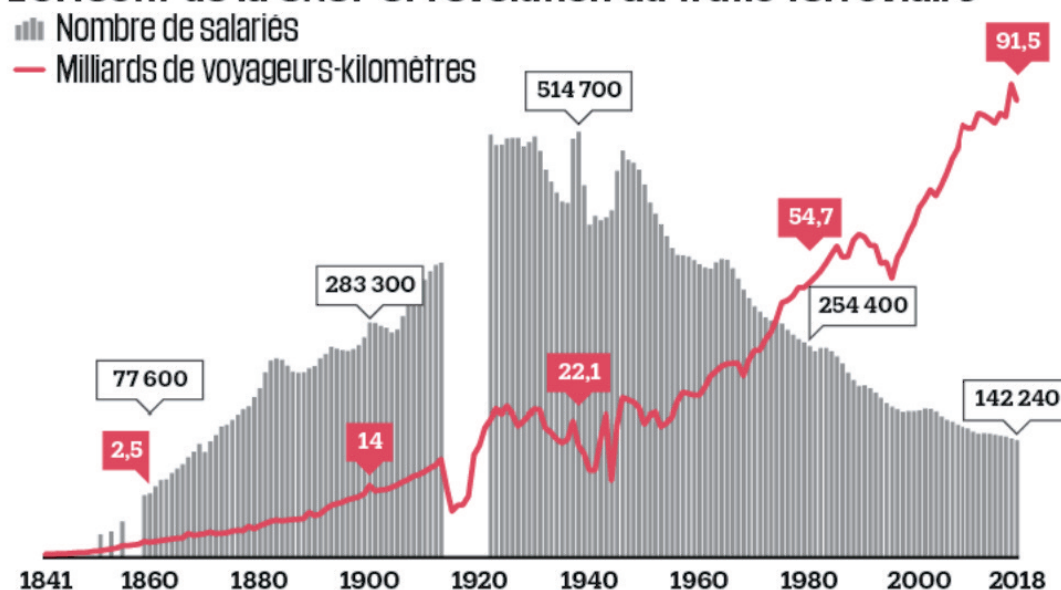
Prime aux non grévistes

La direction de la SNCF vient de verser une gratification exceptionnelle aux personnels qui « se sont mobilisés pendant la grève ». Ceci en contradiction totale avec l'exercice du droit de grève qui ne peut donner lieu à aucune mesure discriminatoire, notamment en matière de rémunération.

La direction de la SNCF ne manque pas une occasion de se placer bassement derrière le gouvernement. Sauf que c'est la majorité des cheminots comme de la population travailleuse qui s'oppose à la réforme contre laquelle les grévistes se battent. Et demain elle devra faire face à ces agents qui sont ceux qui font tourner la boutique, et non la plupart de ces larbins qui se vendent pour quelques noyaux de cerise et qui vont devoir travailler entourés de ceux qui se sont battus. La fierté de ceux qui se battent sera là pour révéler leur bassesse.

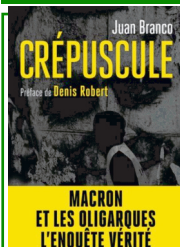
La productivité de chaque cheminot depuis la création du Chemin de Fer en 1841.

L'effectif de la SNCF et l'évolution du trafic ferroviaire



Source : SNCF (avant 1937, effectif agrégé des différentes compagnies ferroviaires)





Crépuscule de Juan Branco Ed. Au diable vauvert 19€

L'avocat et journaliste publie un réquisitoire contre la politique d'Emmanuel Macron, d'abord diffusé sur Internet en marge du mouvement des gilets jaunes. Remanié et chapitré différemment, le texte se présente sous la forme d'une enquête menée auprès d'amis et de proches du président de la République autour des conditions de son accession à l'Élysée.

**Vive
la Culture**



Éloge du suffisant André Gorz Ed. PUF 9€

André Gorz, inscrit la question écologique dans le cadre plus vaste de la domination des « systèmes » (marché capitaliste et administration étatique) sur le « monde vécu ». Tandis que le capital menace la nature qu'il pille autant que la société qu'il manipule, l'autogestion est une autolimitation, selon le « principe de suffisance » : une gestion raisonnable et un lissage des richesses atténuent les tensions sociales et préservent les ressources naturelles. Le choix de la décroissance est un arbitrage démocratique entre efforts consentis et besoins reconnus qui laisse leur temps aux activités qui valent pour elles-mêmes.



Eugène Varlin, ouvrier relieur 1839-1871 Ed. Libertalia. 18€

« Tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines ». Beaucoup ont déjà entendu cette phrase, sans savoir grand-chose de son auteur. Pourtant, le bonhomme gagne à être connu de toutes celles et ceux qui ont à cœur d'explorer les chemins de l'émancipation collective... Débarqué à l'âge de 13 ans à Paris pour y apprendre son métier d'ouvrier relieur, Eugène Varlin fut un militant autodidacte, qui s'activa très tôt à organiser le mouvement ouvrier. Un des fondateurs de la 1^{ère} Internationale, élu à la Commune de Paris. Entre-temps, il aura créé la coopérative La Ménagère et les cantines pour ouvriers La Marmite. Voilà pourquoi les Versaillais l'ont fusillé sommairement !



Johann Chapoutot. Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui. Ed. Gallimard 19€.

Reinhard Höhn (1904-2000) est l'archétype de l'intellectuel technocrate au service du III^e Reich. Ce juriste se distingue comme brillant fonctionnaire de la SS – il termine la guerre comme général –, il nourrit la réflexion nazie sur l'adaptation des institutions.

Revenu à la vie civile, il crée un institut de formation au management qui accueille au fil des décennies l'élite économique et patronale de la République fédérale : quelque 600 000 cadres issus des principales sociétés allemandes y ont appris l'organisation hiérarchique du travail par définition d'objectifs, le producteur, pour y parvenir, demeurant libre de choisir les moyens à appliquer. Le nazisme aura été un grand moment managérial et une des matrices du management moderne.



Je n'ai encore rien dit. François Morel. Ed. Denoël 19€ L'air du temps façon François Morel, c'est une centaine de chroniques mordantes, souvent assassines, toujours réjouissantes. Un ministère du Rire en France ? Des conseils pour lutter contre la gueule de bois ? Et pourquoi pas un hymne au camembert ? Chaque vendredi matin sur France Inter, François Morel récidive. Quelques minutes pour croquer l'époque dans ce qu'elle a de pire, et parfois de meilleur. Quelques minutes pour rire de tout, sans limites, et se consoler de la bêtise. Grand humoriste, Morel sait manier la plume aussi bien que le jeu. Ses chroniques sont une remarquable réussite d'écriture, d'humour et de poésie.



La chute du monstre. Philippe Pujol Ed. Seuil 19€. C'est l'histoire d'une ville qui s'effondre. Et d'un

maire qui vacille. Ou l'inverse. Depuis l'effondrement, le 5 novembre 2018, de deux immeubles, rue d'Aubagne dans le quartier de Noailles à Marseille, près du Vieux-Port, et la mort de huit habitants, la gestion de Jean-Claude Gaudin est pointée du doigt de toutes parts. A la veille d'élections municipales qui marqueront la fin de vingt-trois ans de règne sans partage, la valse des prétendants prend les allures d'un fascinant jeu de massacre, où les marionnettes préfigurent la partition électorale à venir.

Dans une ville qui se paupérise les réseaux d'influences se pilotent depuis les quartiers riches. De cet effondrement annoncé beaucoup espèrent alors émerger pour gouverner la ville. Mais rien ne pousse sur un tas de gravats. Sinon de l'herbe folle.

Fédération Sud-Rail
sud.rail.federation@gmail.com / www.sudrail.fr

Liaison Nationale des Retraités-e-s

17 bd de la Libération 93200 Saint Denis Tél 01 42 43 99 77

www.retraitesudrail.org

liaisonretraites@retraitesudrail.org

Liaison Nationale des
Retraités-e-s SUD-Rail



Solidarité
Avec les enfants du
Burkina Faso